

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR ET SERVICE PUBLIC
FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALI-
MENTAIRE ET ENVIRONNEMENT

F. 2011 — 2803

[C — 2011/00682]

**17 OCTOBRE 2011. — Arrêté royal relatif
à l'organisation du dispatching des services opérationnels
de la Sécurité civile**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, l'article 21 et l'article 224, alinéa 2;

Vu la loi du 29 avril 2011 créant les centres 112 et l'agence 112, l'article 3, alinéa 4;

Vu les avis des Inspecteur des Finances, donnés le 9 et 10 juillet 2009;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat du Budget, du 29 janvier 2010;

Vu l'avis n° 49.779/2 du Conseil d'Etat, donné le 27 juin 2011;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Santé publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Section 1^{re}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° loi sécurité civile : la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile;

2° loi 112 : la loi du 29 avril 2011 créant les centres 112 et l'agence 112;

3° Le système d'appel unifié : le centre du système d'appel unifié tel que prévu à la loi du 8 juillet 1964 concernant l'aide médicale urgente;

4° zone : la zone de secours prévue à l'article 14 de la loi sécurité civile;

5° dispatching sécurité civile : la fonctionnalité relatif au le traitement des appels urgents au système d'appel unifié en ce qui concerne les interventions des services opérationnels de la sécurité civile tels que visés dans la loi sécurité civile;

6° directeur-général sécurité civile : le directeur-général chargé de la Sécurité civile au sein du Service public fédéral Intérieur;

7° A.S.T.R.I.D. : la société anonyme de droit public mise en place par la Société fédérale d'Investissement en exécution de l'article 2 de la loi du 8 juin 1998 relative au radio-communications des services de secours et de sécurité;

8° CAD : les systèmes Computer Aided Dispatching visés à l'article 13 de l'annexe à l'arrêté royal du 8 avril 2003 établissant le deuxième contrat de gestion d'A.S.T.R.I.D.;

9° poste zonal : une centrale d'appels appartenant à une zone et qui dispose des appareils d'information et de communication nécessaires pour devoir communiquer avec le dispatching à distance et dans les deux sens;

Section 2. — Situation et inspection du dispatching

Art. 2. Le dispatching sécurité civile est intégré avec le dispatching de l'aide médicale urgente et situé dans le système d'appel unifié.

Le dispatching sécurité civile est établi sur le même site que le CAD, sauf si le Ministre de l'Intérieur en décide autrement.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID, VEI-
LIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU

N. 2011 — 2803

[C — 2011/00682]

**17 OKTOBER 2011. — Koninklijk besluit
betreffende de dispatching van de operationele diensten
van de Civiele Veiligheid**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, artikel 21 en artikel 224, lid 2;

Gelet op de wet van 29 april 2011 tot oprichting van de 112-centra en het agentschap 112, artikel 3, vierde lid;

Gelet op de adviezen van de inspecteurs van Financiën, gegeven op 9 en 10 juli 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Staatsecretaris van Begroting van 29 januari 2010;

Gelet op het advies nr. 49.779/2 van de Raad van State, gegeven op 27 juni 2011;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Volksgezondheid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Afdeling 1. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder :

1° wet civiele veiligheid : de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

2° wet 112 : de wet van 29 april 2011 tot oprichting van de 112-centra en het agentschap 112;

3° Het eenvormig oproepstelsel : het centrum van het eenvormig oproepstelsel zoals bepaald in de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening;

4° zone : de hulpverleningszone zoals bedoeld in artikel 14 van de wet civiele veiligheid;

5° dispatching civiele veiligheid : de functionaliteit inzake het verwerken van dringende oproepen naar het eenvormig oproepstelsel, voor wat de interventies van de operationele diensten van de civiele veiligheid betreft zoals bedoeld in de wet civiele veiligheid;

6° directeur-generaal civiele veiligheid : de directeur-generaal bevoegd voor de civiele veiligheid bij de Federale overheidsdienst Binnenlandse zaken;

7° A.S.T.R.I.D. : de naamloze vennootschap van publiek recht opgericht door de Federale Investeringsmaatschappij in uitvoering van artikel 2 van de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten;

8° CAD : de Computer Aided Dispatching systemen, zoals bedoeld in artikel 13 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 april 2003 tot vaststelling van het tweede beheerscontract van A.S.T.R.I.D.;

9° zonale post : een meldkamer behorend tot een zone die over de nodige informatie- en communicatieapparatuur beschikt om op afstand met de dispatching in twee richtingen te moeten communiceren.

Afdeling 2. — Ligging en inspectie van de dispatching

Art. 2. De dispatching civiele veiligheid is geïntegreerd met de dispatching dringende geneeskundige hulpverlening en gelegen in het eenvormig oproepstelsel.

De dispatching civiele veiligheid is gevestigd op dezelfde locatie als de CAD, behoudens andere beslissing van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Art. 3. Le dispatching sécurité civile est soumis à l'Inspection générale de la Sécurité civile, prévue aux articles 168 à 174 de la loi sécurité civile.

CHAPITRE II. — *Politique et gestion*

Section 1^{re}. — *Politique générale et fonctionnelle*

Art. 4. Sans préjudice des compétences du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement pour les missions de la sécurité civile visées à l'article 11, § 1^{er}, 2^o de la loi sécurité civile et pour les missions conférées par la loi du 8 juillet 1964 relatives à l'aide médicale urgente, le Service public fédéral Intérieur est chargé de la politique générale et fonctionnelle du dispatching sécurité civile.

Le Ministre de l'Intérieur est chargé notamment de la rédaction des instructions opérationnelles et des instructions concernant la manière dont le dispatching sécurité civile doit exécuter les services prévus au chapitre 3, sans préjudice de l'application de l'article 8 de la loi 112.

Lorsque ces instructions concernent directement ou indirectement le traitement des appels passés aux numéros 100 et 112 et destinés à l'aide médicale urgente, elles sont concertées avec le Ministre de la Santé publique.

La politique fonctionnelle comprend la gestion de l'utilisation des applications CAD et l'exploitation du dispatching sécurité civile en vue d'organiser un service minimum équivalent sur tout le territoire national.

La politique fonctionnelle est exercée en concertation avec la plate-forme nationale de concertation du dispatching visée à l'article 18.

Section 2. — *Gestion technique*

Art. 5. A.S.T.R.I.D. est chargée de la gestion technique conformément aux dispositions de l'annexe à l'arrêté royal du 8 avril 2003 établissant le deuxième contrat de gestion d'A.S.T.R.I.D.

La gestion technique consiste en la mise à disposition du CAD.

Elle comprend entre autres l'installation, la programmation de base et l'entretien de la technologie et des applications du CAD.

Section 3. — *Gestion opérationnelle*

Art. 6. Le directeur du dispatching sécurité civile est un membre opérationnel de la zone ayant le grade d'officier et est chargé de la gestion opérationnelle.

Sans préjudice des compétences du service public fédéral santé publique sécurité de la chaîne alimentaire et environnement pour assurer la fonctionnalité relative au traitement des appels urgents au système d'appel unifié, en ce qui concerne les interventions des services médicaux, et l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention, la gestion opérationnelle comprend la prise de décisions opérationnelles concrètes lors du traitement d'un appel, en tenant compte des instructions données par le Ministre, à l'exception de la direction des opérations, telle que prévue à l'article 14 de l'arrêté royal du 8 novembre 1967 portant, en temps de paix, organisation des services communaux et régionaux d'incendie et de coordination des secours en cas d'incendie.

Section 4. — *Accords concernant la politique et la gestion*

Art. 7. Les accords relatifs aux prestations que A.S.T.R.I.D. doit fournir pour garantir les fonctionnalités CAD du dispatching sécurité civile sont repris dans une convention spécifique qui s'applique à toutes les zones qui utilisent le CAD, conformément à l'article 42 de l'annexe à l'arrêté royal du 8 avril 2003 établissant le deuxième contrat de gestion d'A.S.T.R.I.D.

Cette convention spécifique est conclue pour la sécurité civile entre A.S.T.R.I.D. d'une part et le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Santé publique d'autre part, après concertation avec la plate-forme nationale de concertation du dispatching visée à l'article 18.

Art. 8. Les conventions conclues entre les zones et les fournisseurs de systèmes, d'appareils ou de services, ne peuvent pas être contraires à la convention spécifique visée à l'article 7, alinéa 2, aux dispositions prises en exécution de l'article 5 ni au chapitre 3.

Art. 9. Les systèmes, les appareils ou les services installés par la zone dans le poste zonal, doivent être agréés préalablement par le Ministre de l'Intérieur après avis de la plate-forme nationale de

Art. 3. De dispatching civiele veiligheid is onderworpen aan de algemene inspectie van de civiele veiligheid, zoals bedoeld in de artikelen 168 tot 174 van de wet civiele veiligheid.

HOOFDSTUK II. — *Beleid en beheer*

Afdeling 1. — *Algemeen en functioneel beleid*

Art. 4. Onverminderd de bevoegdheden van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu voor de opdrachten inzake civiele veiligheid bepaald in artikel 11, § 1, 2^o van de wet civiele veiligheid en voor de opdrachten toevertrouwd door de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening, is de Federale Overheidsdienst Binnenlandse zaken belast met het algemeen en functioneel beleid van de dispatching civiele veiligheid.

De Minister van Binnenlandse zaken is onder meer belast met het opstellen van operationele richtlijnen en richtlijnen betreffende de wijze waarop de dispatching civiele veiligheid de diensten bedoeld in hoofdstuk 3 dient uit te voeren, onverminderd de toepassing van artikel 8 van de wet 112.

Op het ogenblik dat deze richtlijnen direct of indirect de behandeling van de oproepen naar de nummers 100 of 112 betreffen en bestemd zijn voor de dringende geneeskundige hulpverlening, worden zij overlegd met de Minister van Volksgezondheid.

Het functioneel beleid omvat het beheer van het gebruik van de CAD-toepassingen en de exploitatie van de dispatching civiele veiligheid om een gelijkwaardige minimale dienstverlening te organiseren over heel het nationaal grondgebied.

Het functioneel beleid wordt uitgeoefend in overleg met het nationale dispatchingoverlegplatform bedoeld in artikel 18.

Afdeling 2. — *Technisch beheer*

Art. 5. A.S.T.R.I.D. is belast met het technisch beheer overeenkomstig de bepalingen van de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 april 2003 tot vaststelling van het tweede beheerscontract van A.S.T.R.I.D.

Het technisch beheer bestaat uit de terbeschikkingstelling van de CAD.

Het omvat onder meer de installatie, de basisprogrammatie en het onderhoud van de technologie en van de toepassingen van de CAD.

Afdeling 3. — *Operationeel beheer*

Art. 6. De directeur van de dispatching civiele veiligheid is een operationeel personeelslid van de zone met de graad van officier, en is hij belast met het operationeel beheer.

Onverminderd de opdrachten van de federale overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, om de functionaliteit inzake het verwerken van dringende oproepen naar het eenvormig oproepstelsel voor wat de medische interventies betreft te verzekeren, en onverminderd het koninklijk besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen omvat het operationeel beheer het nemen van concrete operationele beslissingen bij de behandeling van een oproep, met inachtnaam van de richtlijnen uitgevaardigd door de Minister, uitgezonderd de leiding van de operaties zoals bepaald in artikel 14 van het koninklijk besluit van 8 november 1967 houdende, voor de vreedstijd, organisatie van de gemeentelijke en gewestelijke brandweerdienst en coördinatie van de hulpverlening in geval van brand.

Afdeling 4. — *Overeenkomsten betreffende het beleid en beheer*

Art. 7. De afspraken inzake de prestaties die A.S.T.R.I.D. dient te leveren om de CAD-functionaliteiten te garanderen voor de dispatching civiele veiligheid worden opgenomen in een bijzondere overeenkomst die van toepassing is op alle zones die van de CAD gebruik maken, overeenkomstig artikel 42 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 april 2003 tot vaststelling van het tweede beheerscontract van A.S.T.R.I.D.

Deze bijzondere overeenkomst wordt voor de civiele veiligheid afgesloten tussen enerzijds A.S.T.R.I.D. en anderzijds de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Volksgezondheid, na overleg met het nationaal dispatchingoverlegplatform bedoeld in artikel 18.

Art. 8. Overeenkomsten die afgesloten worden tussen zones en leveranciers van systemen, apparatuur of diensten mogen niet strijdig zijn met de bijzondere overeenkomst bepaald in artikel 7, tweede lid, de bepalingen genomen in uitvoering van artikel 5 en hoofdstuk 3.

Art. 9. Systemen, apparatuur of diensten die door de zone in de zonale post geïnstalleerd worden dienen voorafgaandelijk erkend te worden door de Minister van Binnenlandse zaken, na advies van het

concertation du dispatching visée à l'article 18, sur la base de critères préalables fixés par le Ministre de l'Intérieur.

CHAPITRE III. — Services

Art. 10. Les services qui peuvent être fournis à la zone par le dispatching sécurité civile sont déterminés sur la base des besoins opérationnels et des moyens disponibles dans la convention de collaboration visée à l'article 16.

Section 1^{re}. — Services en cas d'appels urgents de routine

Art. 11. § 1^{er}. Le dispatching sécurité civile fournit aux zones au moins les services suivants : recueil des données de l'appel, recommandation, alerte, analyse de l'information, suivi et envoi supplémentaire si nécessaire, coordination et rapport.

§ 2. Le recueil des données de l'appel concerne notamment les messages vocaux, les messages écrits et les données informatiques.

§ 3. La recommandation consiste en la proposition de départ faite selon le principe de l'aide adéquate la plus rapide, conformément à l'arrêté royal visé à l'article 6 de la loi sécurité civile, et qui concerne le personnel et le matériel.

§ 4. L'alerte consiste en l'avertissement des membres du personnel intervenant, par l'intermédiaire des pagers ou un autre moyen d'alerte automatique.

§ 5. L'analyse de l'information consiste en la recherche dans des bases de données de l'information nécessaire à l'équipe intervenante sur place.

§ 6. Le suivi assure en temps réel la disponibilité permanente de l'information relative aux activités des équipes et à l'évolution des événements, ainsi que le soutien à la demande de la direction des opérations, telle que prévu à l'article 14 de l'arrêté royal du 8 novembre 1967 portant, en temps de paix, organisation des services communaux et régionaux d'incendie et coordination des secours en cas d'incendie, et à l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention.

Le suivi comprend aussi un envoi supplémentaire si nécessaire.

§ 7. La coordination de l'intervention consiste en la coordination depuis le moment où les moyens sont envoyés en intervention jusqu'à ce qu'ils arrivent sur les lieux de l'intervention.

La coordination de l'information et de la communication consiste en la collecte et la gestion d'informations qui peuvent être utiles au responsable des opérations.

§ 8. Le rapport est le traitement des informations disponibles et la mise à disposition de celles-ci aux autorités compétentes.

§ 9. Dans la convention de collaboration visée à l'article 16, les zones peuvent convenir avec le dispatching sécurité civile de déroger au contenu de cet article.

Section 2. — Services en cas d'événements hors routine

Art. 12. § 1^{er}. Dans le cas d'un événement qui donne lieu à un grand nombre d'appels dans un bref laps de temps, notamment en cas de tempête ou d'inondations, les appels relatifs à cet événement peuvent être déviés directement vers la cellule opérationnelle.

Le dispatching sécurité civile garantit, pendant cette période de montée en puissance, le maintien de la couverture minimale de la province et traite les appels qui concernent d'autres événements que celui qui donne lieu au grand nombre d'appels au même moment.

§ 2. Dans la convention de collaboration visée à l'article 18, les zones peuvent convenir avec le dispatching sécurité civile de déroger aux dispositions prévues au § 1^{er}.

Art. 13. § 1^{er}. Lors du déclenchement d'un plan d'urgence et d'intervention tel que prévu à l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention, le dispatching sécurité civile fournit un appui au PC-Ops et au comité de coordination communal ou provincial.

§ 2. Le dispatching sécurité civile est également chargé de l'envoi des moyens en routine et de l'alerte et de l'appel des services de secours, ainsi que de tous les services, moyens et personnes nécessaires, et des instances compétentes, tel que prévu à l'article 23 de l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention, et conformément à ce qui est convenu dans le protocole de collaboration visé à l'article 16.

nationaal dispatchingoverlegplatform bedoeld in artikel 18, op basis van vooraf door de Minister van Binnenlandse Zaken bepaalde criteria.

HOOFDSTUK III. — Diensten

Art. 10. De diensten die door de dispatching civiele veiligheid kunnen worden geleverd aan de zone, worden op basis van de operationele behoeften en de beschikbare middelen vastgelegd in de samenwerkingsovereenkomst bedoeld in artikel 16.

Afdeling 1. — Diensten bij dringende oproepen in routine

Art. 11. § 1. De dispatching civiele veiligheid levert minstens de volgende diensten aan de zones : aannemen van oproepgegevens, aanbeveling, alarmering, informatie-analyse, opvolging en bijsturing indien nodig, coördinatie en rapportering.

§ 2. Het aannemen van oproepgegevens betreft inzonderheid spraakberichten, tekstberichten en informaticagegevens.

§ 3. Aanbeveling is het uitrukvoorstel dat volgens het principe van de snelste adequate hulp gedaan wordt, overeenkomstig het koninklijk besluit bedoeld in artikel 6 van de wet civiele veiligheid, en betreft het personeel en materieel.

§ 4. Alarmering is het verwittigen van de uit te rukken personeelsleden door middel van het aansturen van de pagers, of een ander automatisch oproepmiddel.

§ 5. Informatie-analyse is het opzoeken in databanken van de informatie die de interveniërende ploeg ter plaatse nodig heeft.

§ 6. Opvolging verzekert in reële tijd de permanente beschikbaarheid over informatie, over de activiteiten van de ploegen en over de evolutie van de gebeurtenissen, alsook de bijstand op vraag van de leiding van de operaties zoals bepaald in artikel 14 van het koninklijk besluit van 8 november 1967 houdende, voor de vreedstijd, organisatie van de gemeentelijke en gewestelijke brandweerdienst en coördinatie van de hulpverlening in geval van brand, en in het koninklijk besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen.

Opvolging omvat eveneens indien nodig de bijsturing.

§ 7. Coördinatie van de interventie is de coördinatie vanaf het ogenblik dat de middelen uitgestuurd worden tot wanneer zij de plaats van interventie bereiken.

Coördinatie van informatie en communicatie is het verzamelen en beheren van alle informatie en communicatie die nuttig kan zijn voor de verantwoordelijke van de operaties.

§ 8. Rapportering is het verwerken van de beschikbare informatie en het ter beschikking stellen van deze informatie aan de bevoegde overheden.

§ 9. De zones kunnen in de samenwerkingsovereenkomst bedoeld in artikel 16 overeenkomen met de dispatching civiele veiligheid af te wijken van wat in dit artikel bepaald wordt.

Afdeling 2. — Diensten bij gebeurtenissen buiten routine

Art. 12. § 1. In geval van een gebeurtenis die aanleiding geeft tot een groot aantal oproepen binnen een korte tijdsspanne, inzonderheid storm of wateroverlast, kunnen de oproepen betreffende die gebeurtenis rechtstreeks afgeleid worden naar de operationele cel.

De dispatching civiele veiligheid garandeert gedurende die periode van opschaling het behoud van de minimale dekking van de provincie en behandelt de oproepen die andere gebeurtenissen betreffen dan deze die aanleiding geeft tot een groot aantal oproepen op hetzelfde moment.

§ 2. De zones kunnen in de samenwerkingsovereenkomst bedoeld in artikel 18 overeenkomen met de dispatching civiele veiligheid af te wijken van wat in § 1 bepaald werd.

Art. 13. § 1. Bij de afkondiging van een nood- en interventieplan zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen geeft de dispatching civiele veiligheid ondersteuning aan de CP-Ops en het gemeentelijke of provinciale coördinatiecomité.

§ 2. De dispatching civiele veiligheid staat tevens in voor het uitsturen van de middelen binnen routine en voor het alarmeren en het oproepen voor interventie van de hulpdiensten, evenals van alle noodzakelijke diensten, middelen en personen, en van de bevoegde overheden, zoals bepaald in artikel 23 van het koninklijk besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen, en overeenkomstig de afspraken bepaald in de samenwerkingsovereenkomst bedoeld in artikel 16.

Art. 14. Lors du déclenchement d'un plan d'urgence et d'intervention tel que prévu à l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention, et sans préjudice des dispositions de cet arrêté, la communication multidisciplinaire entre les dispatchings des différentes disciplines est dirigé par le responsable de la même discipline que celle du Dir-PC-Ops, tel que prévu dans l'arrêté susmentionné.

CHAPITRE IV. — Niveau de service, conventions et évaluation des services

Art. 15. Le Ministre de l'Intérieur détermine le niveau de service du dispatching sécurité civile, sans préjudice des compétences du Ministre de la Santé publique et de l'agence 112.

Art. 16. Le dispatching sécurité civile conclut une convention de collaboration avec chaque zone de la province.

Chaque convention de collaboration est soumise à l'approbation du directeur général sécurité civile et comprend au moins :

1° les accords opérationnels mutuels entre les zones relatifs à l'application du principe de l'aide adéquate la plus rapide;

2° Les services que le dispatching sécurité civile offre aux zones et qui ne sont pas prévus à l'article 11, entre autres les appels non urgents;

3° la manière dont les informations sont échangées entre la zone et le dispatching sécurité civile et dans quel délai;

4° la manière dont les appels urgents qui arrivent directement dans la zone ou le poste de suivi sont automatiquement transmis au système d'appel unifié;

5° la manière dont les services prévus au chapitre 3 sont spécifiquement exécutés pour chaque zone;

6° la manière dont la convention est révisée et à quel moment.

Art. 17. Dans chaque province, ainsi que dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, une plate-forme provinciale de concertation du dispatching est créée.

La plate-forme provinciale de concertation du dispatching se compose :

1° du gouverneur, qui préside la plate-forme provinciale de concertation du dispatching;

2° du directeur général sécurité civile, ou son délégué;

3° du chef de zone visé à l'article 109 de la loi sécurité civile, ou son délégué;

4° du directeur du dispatching sécurité civile, tel que visé à l'article 6;

5° un représentant du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement

La plate-forme provinciale de concertation évalue et donne des avis à la plate-forme nationale de concertation du dispatching, visée à l'article 18, notamment en ce qui concerne :

1° le niveau de service;

2° le protocole de collaboration;

3° la fixation des priorités dans le service.

Art. 18. Une plate-forme nationale de concertation des dispatchings est créée auprès de la direction générale sécurité civile du SPF Intérieur.

La plate-forme nationale de concertation des dispatchings se compose :

1° du directeur général sécurité civile, ou de son délégué, qui préside la plate-forme nationale de concertation des dispatchings;

2° les directeurs du dispatching sécurité civile, tel que visés à l'article 6.

La plate-forme nationale de concertation des dispatchings évalue et donne des avis au Ministre de l'Intérieur et à l'agence 112, notamment en ce qui concerne :

1° le niveau de service;

2° les avis des plates-formes provinciales de concertation du dispatching;

3° l'exécution des gestions générale, fonctionnelle et technique, telles que prévues aux articles 4 et 5;

4° l'accord spécifique prévu à l'article 7, alinéa 2.

Art. 14. Bij de afkondiging van een nood- en interventieplan zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen, en onverminderd de bepalingen van dit besluit, wordt de multidisciplinaire communicatie tussen de dispatchings van de verschillende disciplines geleid door de verantwoordelijke van dezelfde discipline als de Dir-CP-Ops, zoals bedoeld in voornoemd besluit.

HOOFDSTUK IV. — Dienstenniveau, overeenkomsten en evalueren van diensten

Art. 15. De Minister van Binnenlandse zaken bepaalt het dienstenniveau van de dispatching civiele veiligheid, onverminderd de bevoegdheden van de Minister van Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu en van het agentschap 112.

Art. 16. De dispatching civiele veiligheid sluit met elke zone van de provincie een samenwerkingsovereenkomst af.

Elke samenwerkingsovereenkomst is onderworpen aan de goedkeuring van de directeur-generaal civiele veiligheid en omvat ten minste :

1° de operationele afspraken tussen de zones onderling betreffende de toepassing van het principe van de snelste adequate hulp;

2° de diensten die de dispatching civiele veiligheid verleent aan de zone en die niet voorzien zijn in artikel 11, onder meer de niet-dringende oproepen;

3° de wijze waarop en de termijn waarbinnen de informatie-uitwisseling gebeurt tussen de zone en de dispatching civiele veiligheid;

4° de wijze waarop de dringende oproepen die rechtstreeks in de zone of opvolgingspost toekomen automatisch doorgeschakeld worden naar het eenvormig oproepstelsel;

5° de wijze waarop de diensten bedoeld in het hoofdstuk 3 uitgevoerd worden specifiek voor elke zone;

6° de wijze en het tijdstip van een herziening van de overeenkomst.

Art. 17. In elke provincie, alsook in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, wordt een provinciaal dispatchingoverlegplatform gecreëerd.

Het provinciaal dispatchingoverlegplatform is samengesteld uit :

1° de gouverneur, die het provinciaal dispatchingoverlegplatform voorzigt;

2° de directeur-generaal civiele veiligheid, of zijn gemachtigde;

3° de zonecommandant bedoeld in artikel 109 van de wet civiele veiligheid, of zijn gemachtigde;

4° de directeur van de dispatching civiele veiligheid, zoals bedoeld in artikel 6;

5° een vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

Het provinciaal overlegplatform evalueert en geeft advies aan het nationaal dispatchingoverlegplatform, bedoeld in artikel 18, onder meer inzake :

1° het dienstenniveau;

2° het samenwerkingsprotocol;

3° het vastleggen van prioriteiten in de dienstverlening.

Art. 18. Bij de algemene directie civiele veiligheid van de FOD Binnenlandse Zaken wordt een nationaal dispatchingoverlegplatform gecreëerd.

Het nationaal dispatchingoverlegplatform is samengesteld uit :

1° de directeur-generaal civiele veiligheid, of zijn gemachtigde, die het nationaal dispatchingoverlegplatform voorzigt;

2° de directeurs van de dispatching civiele veiligheid zoals bedoeld in artikel 6.

Het nationaal dispatchingoverlegplatform evalueert en geeft advies aan de Minister van Binnenlandse Zaken en het agentschap 112 onder meer inzake :

1° het dienstenniveau;

2° de adviezen van de provinciale dispatchingoverlegplatformen;

3° de uitoefening van het algemeen, functioneel en technisch beheer zoals bedoeld in de artikelen 4 en 5;

4° de bijzondere overeenkomst, zoals bedoeld in artikel 7, tweede lid.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires*

Art. 19. Les conventions conclues entre les services d'incendie ou les zones et les fournisseurs de systèmes, d'appareils ou de services, telles que visées à l'article 8, qui sont conclues avant l'entrée en vigueur de cet arrêté, et qui sont contraires à la convention spécifique visée à l'article 7, alinéa 2, ou aux dispositions prises en exécution de l'article 5 ou au chapitre 3, doivent répondre aux critères et être agréées conformément à l'article 9, dans les 5 années après l'entrée en vigueur de cet arrêté.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 20. Entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* :

1° l'article 21 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile;

2° le présent arrêté.

Art. 21. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Santé publique sont, chacune en ce qui lui concerne chargées de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 octobre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

La Ministre des Affaires sociales
et de la Santé publique,
chargée de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepalingen*

Art. 19. Overeenkomsten die afgesloten werden tussen brandweerdiensten of zones en leveranciers van systemen, apparatuur of diensten, zoals bedoeld in artikel 8, en die strijdig zijn met de bijzondere overeenkomst bepaald in artikel 7, lid 2, de bepalingen genomen in uitvoering van artikel 5 of hoofdstuk 3, en die afgesloten werden voor de inwerkingtreding van dit besluit, dienen te voldoen aan de criteria en erkend te worden zoals bedoeld in artikel 9 binnen de 5 jaar na de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 20. Op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* treden in werking :

1° artikel 21 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

2° dit besluit.

Art. 21. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Volksgezondheid is belast ieder wat haar betreft met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 oktober 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
belast met Maatschappelijke Integratie,

Mevr. L. ONKELINX

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR ET SERVICE PUBLIC
FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALI-
MENTAIRE ET ENVIRONNEMENT

F. 2011 — 2804

[C — 2011/00681]

17 OCTOBRE 2011. — Arrêté royal
relatif aux centres 112 et à l'agence 112

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 avril 2011 créant les centres 112 et l'agence 112, notamment l'article 3, alinéa 5, les articles 6, 9, 10, alinéa 2 et l'article 16;

Considérant l'arrêté royal du 26 juin 2002 concernant l'organisation des centres de dispatching centralisés et du point de contact national;

Considérant l'arrêté royal du 17 octobre 2011 relatif à l'organisation du dispatching des services opérationnels de la Sécurité civile;

Considérant l'arrêté royal du 26 mars 2007 fixant le lieu d'établissement, le fonctionnement et l'organisation de l'Agence 112 des Appels aux services de secours;

Considérant l'arrêté royal du 2 avril 1965 déterminant les modalités d'organisation de l'aide médicale urgente et portant désignation des communes comme centres du système d'appel unifié;

Vu les avis des Inspecteurs des Finances, donnés les 9 et 10 juillet 2009;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 29 janvier 2010;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 22 décembre 2009;

Vu le protocole n° 168/2 du Comité de secteur I -Administration générale du 2 décembre 2009;

Vu l'avis 49.778/2 du Conseil d'Etat, donné le 28 juin 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID, VEI-
LIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU

N. 2011 — 2804

[C — 2011/00681]

17 OKTOBER 2011. — Koninklijk besluit
betreffende de 112-centra en het agentschap 112

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 april 2011 houdende oprichting van de 112-centra en het agentschap 112, inzonderheid op artikel 3, vijfde lid, artikelen 6, 9, 10, tweede lid, en artikel 16;

Overwegende het koninklijk besluit van 26 juni 2002 betreffende de organisatie van de gecentraliseerde dispatchingcentra en van het nationaal invalspunt;

Overwegende het koninklijk besluit van 17 oktober 2011 betreffende de dispatching van de operationele diensten van de Civiele Veiligheid;

Overwegende het koninklijk besluit van 26 maart 2007 tot vaststelling van de vestigingsplaats, de werking en de organisatie van het Agentschap voor de oproepen tot de hulpdiensten;

Overwegende het koninklijk besluit van 2 april 1965 houdende vaststelling van de modaliteiten tot inrichting van de dringende geneeskundige hulpverlening en houdende aanwijzing van de gemeenten als centra van het eenvormig oproepstelsel;

Gelet op de adviezen van de inspecteurs van Financiën, gegeven op 9 en 10 juli 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Staatsecretaris voor Begroting van 29 januari 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenarenzaken gegeven op 22 december 2009;

Gelet op het Protocol nr. 168/2 van het Sectorcomité I — Algemeen bestuur van 2 december 2009;

Gelet op advies 49/778/2 van de Raad van State, gegeven op 28 juni 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;